

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!

La presse française est la meilleure tribune pour annoncer une marchandise de qualité.

BUREAUX
 ROUBAIX. — 69-71, Grande-Rue. Tél. 327.52, 327.53 et 327.54.
 TOURCOING. — 22, rue Carnot. Tél. 37.
 LILLE. — 3, rue Faidherbe. Tél. 539.51.
 PARIS. — 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provence, 77.94.
 MOUSCRON. — 105, rue de la Station. Tél. 3.44.

ANCIENS DIRECTEURS:
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

Le tunnel sous la Manche

Qu'en pensent les Anglais ?

M. Marcel Boucher, député des Vosges, fait, après tant d'autres, campagne pour le tunnel sous la Manche. Si vous demandez à un Français: « Faut-il percer le tunnel ? », il vous répondra d'emblée: oui. Il voit la chose en Français. Aussi, les multiples raisons qui militent en faveur d'une prompt réalisation n'ont pas besoin d'être développées à des lecteurs français, — encore moins à des lecteurs du Nord de la France. Si, au contraire, vous posez la même question à un Anglais, il réfléchira. En fait, les Anglais réfléchissent depuis longtemps. Ils réfléchissent depuis que Charles James Fox, le célèbre homme d'Etat et orateur, l'adversaire de Pitt, lors de sa mémorable visite à Napoléon, en 1802, discuta d'un projet qui avait été préparé par l'ingénieur Mathieu. Au moment de l'Exposition universelle de 1851, alors que l'Entente cordiale venait d'être inventée par Louis-Philippe, Thomé de Gamond reprit et perfectionna le projet de Mathieu. Il avait un puissant collaborateur, Sir James Brunlees, l'auteur du tunnel sous la rivière Mersey. Des sondages venaient d'être opérés à Sangatte et à Douvres, lorsque la guerre de 1870 éclata. La paix signée, le travail reprit et, en 1872, le gouvernement anglais déclara: « qu'il n'avait point d'objection de principe ». Tout concourait à l'aboutissement, lorsqu'en 1881, lord Wolseley, commandant en chef de l'armée anglaise, exprima des réserves sur les dangers que pourrait présenter, pour la défense nationale, la création du tunnel. A partir de ce moment-là, une certaine hostilité commença de prendre corps en Angleterre contre l'entreprise et cette attitude, en dépit d'une propagande favorable dans la majorité des journaux, sauf le Times, semble rester celle des milieux tant politiques que militaires, dont dépend la décision. C'est ainsi que, sous le gouvernement Mac Donald, il y a quelques années, les partisans du tunnel se comptèrent à la Chambre des Communes, sans atteindre la majorité. Que l'état-major anglais ait toujours été mal disposé à l'égard du tunnel, c'est

Le Conseil des ministres a examiné hier les questions financière, monétaire et économique

M. Georges Bonnet a fait, en outre, un exposé de la situation extérieure et des mesures prises en faveur des réfugiés catalans



A LA SORTIE DE L'ELYSEE, de gauche à droite: MM. REYNALD, CHAMPETIER DE RIBES (en retrait), SARRAUT, CAMPINCHI, PATENOTRE et GENTIN. (Lire nos informations page 2.)

Notre devise est: ni provocation, ni soumission, mais défense

DECLARE M. CHAMBERLAIN A BIRMINGHAM

« J'espère que nous pourrions atteindre notre but, qui est la paix internationale. Je crois qu'il est temps maintenant que les autres y apportent leur contribution. »

Londres, 28 janvier. — M. Chamberlain a insisté samedi soir sur le désir de paix de la Grande-Bretagne, et sur sa volonté de porter son système de défense à un degré de puissance suffisant, pour faire face à toute éventualité.

Voici les principaux passages du discours que le Premier ministre a prononcé au banquet de l'Association des joailliers de Birmingham.

« Il ne faut naturellement pas espérer, a-t-il notamment déclaré, après avoir fait allusion au programme de réarmement, que cette activité dans la production des armes et du matériel de guerre demeurent une caractéristique permanente de notre vie. Pour le moment, le réarmement est une sinistre nécessité, mais nous croyons qu'il ne s'agit que d'une phase préliminaire à un retour à des conditions saines en Europe. »

« Je suis forcé de constater qu'il existe à l'heure actuelle un certain degré de tension politique dans les affaires internationales; il est fondé ou non, mais il fait certainement obstacle à toute entreprise. »

Les grandes associations d'anciens combattants demandent à M. Daladier que les moyens de production de l'armement national soient portés à leur maximum par une mobilisation industrielle et économique

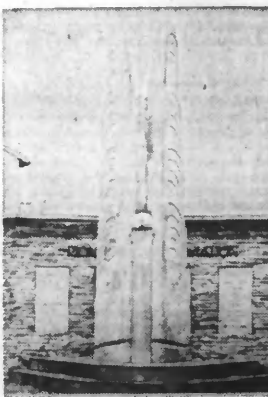
Paris, 28 janvier. — MM. Henri Pichot, Jean Goy et de Barral, présidents des trois plus importants groupements d'anciens combattants, viennent d'adresser à M. Daladier une lettre déclarant notamment:

« Vu la gravité des événements internationaux en cours ou à venir, les anciens combattants ont le droit et le devoir de faire entendre leur voix. »

« C'est pourquoi nous prenons la liberté déferente de demander au gouvernement:

- » Que soient immédiatement mis en œuvre par une mobilisation industrielle et économique, pour être portés à leur maximum de rendement, les moyens de production de l'armement national et que, en particulier, une stricte discipline morale et technique soit partout la règle du travail;
- » Que soient immédiatement mis en œuvre les moyens de défense passive des populations civiles, notamment la construction d'abris, les plans d'évacuation des grandes agglomérations, la distribution des masques standardisés à des prix contrôlés;
- » Qu'un statut des étrangers en temps de mobilisation ou de guerre prévienne, selon le cas, leur incorporation dans des troupes spéciales et combattantes ou leur affectation à des travaux de défense nationale, de toute façon, une surveillance et un contrôle permanents de ceux qui ne seraient pas embrigadés et le retournement des suspects. »

AUX PIONNIERS DE L'AVIATION



Le monument commémoratif des premiers étapes de l'aviation, qui sera inauguré à Angers par M. Laurent Eynac, ancien ministre de l'Air. (Lire la suite page 2.)

LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

Tandis que les nationalistes poursuivent l'occupation de la Catalogne, les réfugiés affluent à la frontière française et dans les ports de la Méditerranée

L'ACCÈS DE NOTRE TERRITOIRE EST DÉSORMAIS INTERDIT AUX HOMMES VALIDES



Arrivés soit en camions, soit à pied, les réfugiés se pressent au Perthus devant le centre d'accueil du Touring-Club de France. (Lire nos informations page 3.)

Libres propos

LES CATHOLIQUES ET L'ESPAGNE

Le 19 novembre dernier, un professeur de l'Université d'Oviedo, M. Alfredo Mendizabal, donnait, à Roubaix, une conférence sous les auspices du Comité français pour la justice et pour la paix. L'ordre du jour terminant cette réunion contenait une phrase qui signifiait clairement que les catholiques étaient libres en conscience de manifester leurs préférences et leurs sympathies pour l'un ou l'autre des adversaires en présence dans la guerre civile espagnole.

Relevant cette partie de l'ordre du jour, un religieux italien écrivait le 17 janvier, dans l'« Observateur Romano », un long article qui combattait la thèse de M. Mendizabal. L'auteur protestait contre les conclusions du conférencier qui n'avait pas le droit, écrivait-il, de mettre sur le même pied un gouvernement à qui on pouvait reprocher les persécutions anticatholiques, la dévastation des églises et les atrocités dont avaient été les victimes, surtout au début de la lutte, des évêques, de nombreux religieux et religieuses et des milliers de prêtres, et un gouvernement qui se proclamait le défenseur et le restaurateur de la religion en Espagne.

L'impression qui se dégageait de la lecture de l'« Observateur Romano » était nettement favorable au général Franco et à son action.

Pris à partie, M. Alfredo Mendizabal a répondu au religieux italien dans un article publié par « La Croix », de Paris.

Après avoir déclaré qu'il n'avait jamais dit que les catholiques étaient libres de manifester leurs préférences et leurs sympathies pour le communisme dont il ne niait pas les délits, pas plus qu'il ne niait les atrocités antireligieuses commises, le professeur d'Oviedo ajoute qu'il avait combattu l'athéisme

communiste en même temps que l'idolâtrie raciste et étatique. Il rappelle que « lorsqu'on a cédé en Espagne à la tentation de la violence, nombre de catholiques ont opté pour l'insurrection et la guerre. D'autres ont cru devoir se ranger du côté du gouvernement constitué, malgré les pires excès auxquels s'est livrée la masse révolutionnaire. D'autres enfin, ont refusé de participer d'un côté ou d'un autre à la guerre civile... »

M. Mendizabal réprouve les actes de terrorisme commis contre les biens et les personnes « parallèlement dans les deux zones » et il déplore le sort de toutes les victimes, « et surtout les victimes innocentes ». Et en terminant, il écrit: « Le succès des armes ne saurait justifier un changement d'opinion sur l'impartialité de la violence ».

La question a été portée à la tribune de la Chambre des députés, le 26 janvier, par M. Raymond Laurent, député démocrate populaire.

M. Laurent est allé dernièrement en Espagne gouvernementale dans le dessein de « voir si l'ordre régnait et, en particulier, quelle y était la situation au point de vue religieux ». Il a constaté d'abord « que le gouvernement républicain n'est pas un gouvernement de Front populaire. Il est un gouvernement où siègent des représentants de l'extrême-droite comme de l'extrême-gauche ».

Le député de Saint-Etienne a eu l'impression « qu'en Espagne républicaine — et il s'en réjouit hautement — les communistes ont aujourd'hui beaucoup moins d'importance qu'ils n'en ont eu chez nous sous les gouvernements de Front populaire ». Les éléments à tendance libertaire et terroriste, exclus du gouvernement actuel, sont très actifs et restent un danger.

Revenant à la question religieuse, M. Raymond Laurent affirme que la liberté des cultes existe maintenant chez les gouvernements, en Catalogne, tout au moins. Il stigmatise en termes énergiques les « irréparables destructions », les « horribles massacres », les « atrocités sans nom » commis en Catalogne de juillet 1936 à mars 1937, mais il convient, dit-il, « de ne pas faire le silence sur les effroyables crimes commis en Espagne nationaliste ».

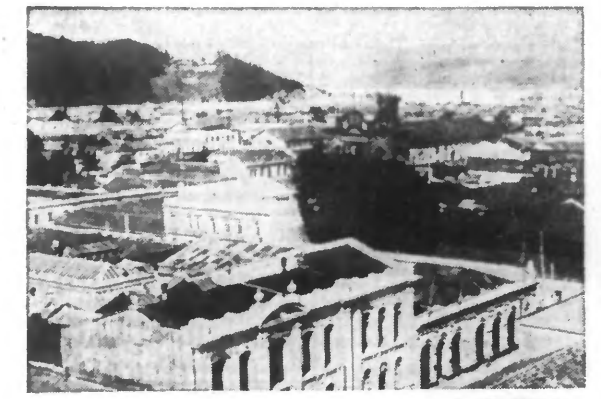
Faisant allusion à l'article de l'« Observateur Romano », l'orateur prétend que son auteur « est un religieux italien qui ne parle qu'en son nom ».

Que conclure de tout cela ?

Le cardinal archevêque de Paris, au mois d'août dernier, déclarait « à propos des divergences qui séparent les catholiques français au sujet de la question espagnole: « La hiérarchie ne se prononce pas dans ce domaine. » A plus forte raison, les simples catholiques comme nous.

Louis DARTOIS.

Après le tremblement de terre, les autorités chiliennes doivent maintenant lutter contre les épidémies



LA VILLE DE CONCEPCION DONT LES PRINCIPAUX MONUMENTS ONT ÉTÉ DÉTRUITS. (Ph. Trampuz.)

M. BOUGLÉ...



...directeur de l'École normale supérieure, qui vient d'être promu commandeur de la Légion d'honneur. (Lire la suite page 2.)

Santiago du Chili, 27 janvier. — La principale préoccupation du gouvernement chilien est actuellement de faire évacuer les villes affectées par le séisme et dans lesquelles les épidémies ont déjà commencé leurs ravages, à la suite du manque d'eau et de la décomposition des cadavres encore ensevelis sous les débris.

Un réfugié venant de Cauquenes déclare que la ville a été totalement détruite et que, d'une population s'élevant à 12.000 survivants, il ne restait plus que 1.500 survivants environ.

L'hôpital et la prison ont été détruits entièrement. Seuls une religieuse et quelques-uns des malades ont pu s'échapper de l'hôpital. Dans la prison, quelques condamnés qui restaient ont été étouffés sous une épaisseur de sept mètres de terre et de murailles.

Le président Aguirre a visité des zones dévastées. Il a déclaré qu'il croyait que les nouvelles qui ont été données sur la catastrophe étaient exagérées. En se rendant à Linares par ces routes défoncées, il s'est toutefois rendu compte qu'on doit non seulement déplorer la perte de milliers de vies humaines, mais aussi des dégâts matériels qui s'élevaient à des sommes considérables.

AL
OISE
N
ES
9 fr.
9 fr.
9 fr.
9 fr.
9 fr.
9 fr.
5 fr.
E
IX
VOL
Ten-
Régie
Vari-
Bito-
madia-
diplom.
assises
may No